

## CDN DES 12 ET 13 JANVIER 2017

### INTRODUCTION



Ce CDN se situe à un moment particulier puisqu'il est le premier de l'année 2017 mais aussi le dernier du mandat en ce moment d'entrée dans les congrès. Il devrait donc avoir un double objectif, celui de mesurer sereinement entre nous le chemin parcouru et envisager des perspectives qu'il nous resterait à caler démocratiquement lors des congrès. Toutefois, la situation ne nous permettra pas ce temps de recul nécessaire puisque, dans le même temps, nous sommes face à des enjeux d'importance (élections présidentielles, législatives et élections professionnelles) et en plein combat sur nos contenus, sur la place de l'EPS dans le système éducatif...

En cette période de vœux, s'il en est un que nous pourrions formuler en 2017 pour le SNEP, c'est qu'il puisse, avec d'autres, trouver le chemin de la construction d'un avenir meilleur. Penser cet avenir est une constante du syndicalisme et notamment de celui que nous portons mais nous voyons bien que nous peinons à faire partager de manière globale le sentiment qu'autre chose est possible, que d'autres choix, d'autres orientations politiques sont à même de transformer plus positivement le monde dans lequel nous vivons.

Cette difficulté s'explique par le contexte dans lequel nous sommes plongés et qui engluie le syndicalisme, le noie et l'empêche de développer complètement des alternatives crédibles et globales. Nous participons nous même parfois de cet empêchement parce que notre regard sans concession et quelquefois sans suffisamment de nuances, a tendance à noircir un tableau déjà bien sombre. Une de nos responsabilités en cette période trouble, d'une opacité sans précédent n'est-elle pas de dessiner des pistes pour ré-enchanter le monde (et ce, quelle que soit la focale) ?

Nous ne pourrions poursuivre cet objectif que si nous même nous nous y engageons et que si nous-même nous y croyons... Pour ré-enchanter le monde, nous avons besoin d'un syndicalisme enchanteur. Pas un syndicalisme béni oui oui mais un syndicalisme porteur de transformations qui font sens et qui dessine un ailleurs plus reluisant. Il nous faut donc créer les conditions de ce possible enchantement et cela commence par le regard. Chercher dans le contexte tous les éléments plus ou moins positifs qui permettent de susciter ou de penser un espoir, mettre en exergue toutes les victoires, petites ou grande et les inscrire dans un continuum de transformation... Mais penser l'espoir et l'avenir ne peut suffire. Pour permettre à tous nos collègues de s'engager sur cette voie, il faut travailler à améliorer leurs conditions de travail, d'exercice du métier et de vie. La révolte nécessaire ne parviendra pas à s'appuyer sur des personnels qui auraient « la tête sous l'eau », en souffrance professionnelle, dans un mal vivre au quotidien (à ce titre, l'augmentation du nombre de démission doit nous alerter). Ces situations ne font que renforcer un repli sur soi et un manque de confiance en l'avenir. Je souhaite donc que le SNEP et l'ensemble de ses militants trouvent les ressources nécessaires pour renforcer les collectifs, la solidarité afin de faire face à une adversité qui, de jour en jour, se dessine, se précise et

s'annonce virulente... Etre soudés, faire corps, faire front commun sera crucial dans la période de forte turbulence qui s'annonce.

Ce pari est difficile car, comme je l'ai dit, nous sommes plongés dans un contexte très sombre.

La situation au plan international ne permet pas pour l'instant d'envisager d'embellie tant sur la question des attentats - et les tragédies de Berlin et d'Istanbul sont là pour en attester malheureusement – que sur la situation catastrophique que nous appelons de manière assez édulcoré « crise des migrants » comme s'il ne s'agissait que d'un mauvais moment à passer... La France est encore engagée sur de nombreux théâtres d'opération (terme aussi inapproprié s'il en est pour dire que nous sommes engagés aux côtés d'autres en guerre dans différents pays) au Mali, en Syrie, en Irak. Si le combat contre le terrorisme n'est pas à minimiser, il n'est malheureusement pas le seul à justifier ces actions. Des pouvoirs comme la Syrie, la Turquie profite d'une caution internationale sur cette lutte contre Daesh pour se livrer à de véritables guerres civiles. Les populations continuent à être les premières victimes de ces combats et sont jetés sur les routes ou servent de boucliers humains dans les combats... Ces situations ne sont pas acceptables et d'autres pistes doivent être explorées pour retrouver le chemin de la paix au proche et moyen orient comme en Afrique.

L'angoisse générée par ces conflits, les situations sociales et économiques des différents pays, l'arrivée de migrants instrumentalisés par un système médiatico-politique provoquent la montée des populismes, de la xénophobie, du racisme... Tout cela donne corps aux thèses des extrêmes droite, au protectionnisme, au repli sur soi.

Ce contexte international pèse énormément sur ce qui se joue dans les différents pays et certains politiques « profitent » de ce chaos pour travailler l'opinion et faire accepter des mesures et recettes parfois éculées en les présentant comme novatrices et en capacités de nous sortir des crises actuelles. Ces stratégies politiques qui s'inscrivent dans une « stratégie du chaos » sont permises également par l'inculture organisée de la population à qui on ne donne pas les clefs de compréhension : le système médiatico-politique qui ne s'encombre pas de dialectique, le poids du libéralisme dans tous les discours et analyses, les informations sur tout ce qui ne « va pas »... construisent de la désespérance et induisent au final la nécessité d'un choc, d'une politique forte qui mette « un coup de pied dans la fourmilière ». Parallèlement, la vision sans avenir possible, en tout cas sans avenir meilleur pour toutes et tous, qui se construit ainsi, porte au rejet, à la défiance envers le politique et l'ensemble des corps constitués dont fait partie le syndicalisme.

Les discours politiques en contexte électoraux usent de plusieurs ressorts : la démagogie, le populisme, les déclarations trash. Le but ici est de donner le sentiment de discours de vérité (quitte à la tordre complètement), sans masquer une certaine réalité et donner l'impression qu'on affronte le ou les problèmes soulevés. On construit pour ce faire des syllogismes qui sans décodages marquent les esprits. A titre d'exemple, nous pouvons prendre la proposition programmatique de F. Fillon : la France est en faillite, il faut réduire les dépenses ; la Fonction Publique coûte cher ; il faut maîtriser les coûts et donc supprimer 500 000 postes de fonctionnaires... Cette proposition, déconnectée de l'ensemble et non mise en regard de sa volonté de libéraliser le marché du travail et d'offrir encore plus d'aides aux entreprises ne peut qu'interroger sur le gain réel pour l'état et son budget.

L'autre ressort de plus en plus porté en réponse à la défiance envers le politique est de se présenter comme un candidat, une candidate (ou à avoir un discours) « anti système » : « révolution », nouveaux visages, hommes « neufs »... en essayant de faire oublier qu'ils-elles sont issu-es du système et leurs bilans propres au sein de ce système...

Le regard sur les derniers épisodes internationaux doit nous interroger. Pour ne prendre que quelques exemples, nous avons eu l'élection de Donald Trump aux Etats Unis sur laquelle je ne reviendrai pas puisqu'elle a largement été commentée... Nous avons eu également les élections en Autriche avec la victoire in extremis du candidat écologiste Van Der Bellen face au candidat d'extrême droite Norbert Hoffer. Cette victoire que nous pourrions saluer n'en reste pas moins une victoire à la Pyrrhus puisqu'à l'issue de ces élections, le FPÖ (parti de la liberté autrichienne) reste la première formation politique autrichienne et l'a emporté dans de nombreuses régions. L'étude de ce vote est intéressante en ce sens où l'on peut remarquer que les verts l'emportent grâce aux votes des femmes et des personnes les plus instruites. L'Education joue donc un rôle essentiel et cela doit nous renforcer dans nos combats. Enfin, nous avons eu « l'épisode italien », le référendum constitutionnel, lors duquel Mattéo Renzi a été battu. Le résultat de ce référendum qui voulait mettre fin au bicamérisme a vu la démission de Renzi mais aussi une coalition entre le mouvement 5 étoiles (anti système, ni de droite ni de gauche mais...) et la ligue du Nord (populiste, régionaliste, d'extrême droite) pour demander la dissolution du parlement...

Ces différentes élections (et sans entrer dans le jeu trouble que semble jouer la Russie actuellement avec le financement de campagne de certains partis politiques, les interférences dans le processus électoral aux états unis (le terrorisme 2.0 ?), les accords avec la Turquie, le soutien de Bachar El Assad... où on a l'impression d'une volonté de relance d'une certaine guerre froide pour réinstaller la Russie comme une puissance incontournable sur l'échiquier mondial en s'alliant avec des gouvernements réactionnaires et surtout « contre » le bloc occidental. Nostalgie de l'URSS, velléité de reformer un monde en deux blocs ?) montrent bien que les situations sont de plus en plus complexes, que les cases traditionnelles de pensée idéologiques et politiques (droite / gauche, extrêmes) ne fonctionnent plus si « simplement » et que ce brouillage nécessite un niveau d'instruction et d'éducation plus élevé que par le passé pour essayer de décoder l'ensemble et s'y retrouver...

L'époque des vœux de cette année se confond avec l'époque des promesses. Promesses de campagne en France où sitôt faites, elles sont édulcorées pour être, pour certaines aussitôt oubliées. Le bilan du Président Hollande est évocateur du fait que les promesses n'engagent que celles et ceux qui y croient (mais ne pas croire en de quelconques engagements, d'où qu'ils viennent, nous permet-il de nous projeter dans un avenir ?) et la COP 22 dans la suite de la COP 21 de Paris montrent la fragilité d'accords, de promesses quand un président comme Trump, climato-sceptique, annonce tout de go qu'il s'assoira dessus... La vigilance sur cette question des promesses doit pour autant être extrême. Le dernier sondage sur le vote des fonctionnaires, sondage qu'il faut regarder attentivement parce que mené sur la durée il permet de dégager des tendances, doit nous alerter. Les enseignants montrent un virage à droite vers un vote Fillon... Plusieurs éléments d'analyses peuvent être portés sur ce virage. D'une part, ils ne croient pas à la réalisation du programme de Fillon et notamment la suppression des 500 000 fonctionnaires, d'autres part, ils n'ont pas vu dans leurs réalités professionnelles la mise en œuvre des 60 000 postes supplémentaires et enfin, ils sont, comme toute la population, travaillés par l'idéologie libérale, la concurrence entre les uns et les autres... et chacun, comme sur les questions de mérite, pense être le meilleur et qu'il ne sera pas touché par une éventuelle « purge » de fonctionnaires...

On le voit, au travers du programme développé par la droite notamment, la France n'échappe pas à ce contexte et on retrouve les mêmes ressorts : libéralisme débridé, attaque de la Fonction Publique, de la sécurité sociale, du modèle social français... On a le sentiment, en dehors de ces programmes réactionnaires, que nos politiques misent sur la capacité supposée des français à oublier... Un peu comme si la population a oublié qui était Fillon, que Macron, l'antisystème, a été ministre ; que le 49-3 n'a jamais été autant utilisé que par celui qui propose sa suppression ; que le Président a mené une

politique sociale contestable et qui lors de ses vœux n'hésite pas à dire : « Dans à peine cinq mois, vous aurez, mes chers compatriotes, à faire un choix. Il sera décisif pour la France. Il en va de son modèle social auquel vous êtes attachés car il garantit l'égalité de tous face aux aléas de la vie et notamment la santé, il en va de ses services publics, essentiels, et notamment l'école de la République, là où beaucoup se joue »...

Mais alors, s'il nous faut ré-enchanter notre avenir... Comment faire en sorte que nous ayons un regard plus positif dans un contexte aussi sombre ? Il y a des raisons d'espérer compte tenu des réactions et mobilisations qui peuvent exister et qui montrent que la contestation de ces orientations politiques existe bien et prend par endroit de l'ampleur. Ainsi, nous avons assisté à des manifestations aux USA consécutivement à l'élection de Trump, des prises de position de San Francisco et ses votes de résolutions, le « sursaut » en Autriche pour faire barrage à l'extrême droite...

En France les mobilisations contre le loi travail qui ont été d'ampleur même si globalement elles n'ont pas été à la hauteur des enjeux. Elles s'inscrivent dans la durée avec la continuation du débat à partir d'un texte « C'est quoi ce travail ? » et qui vise à recenser les besoins de « terrain » en termes de protection, d'émancipation... pour peser dans le débat sur les présidentielles. C'est aussi l'émergence d'une volonté de la population (ou d'une partie) de reprendre la main sur les questions politiques pour construire l'avenir de demain, émergence qui s'est à un moment illustrée dans les « nuits debouts », les mobilisations citoyennes pour contester la politique d'accueil des migrants et prendre en charge la misère de ces personnes. Il est d'ailleurs effarant de voir la réaction du gouvernement qui poursuit ces personnes (le procureur ayant fait appel dans certains cas) pour ce qui serait devenu une sorte de délit de solidarité...

Dans un pays au paysage politique complexe, ces mobilisations (dont je n'ai cité que quelques exemples) doivent nous rassurer et nous montrer que tout espoir n'est pas mort mais qu'il y a un besoin criant d'alternatives qui portent les aspirations à une société plus juste, plus démocratique, plus en phase avec le quotidien vécue par chacune et chacun de nos concitoyens.

Si le paysage à droite s'est éclairci et montre son visage ultra libéral, la gauche apparaît toujours fortement divisée et les primaires organisées risquent de ne pas éclairer beaucoup plus la vision de la société qui sera défendue... Les écarts sont grands entre un Macron, Valls et un Montebourg, Hamon par exemple et la synthèse ne semble guère possible à l'étape actuelle. Et je ne parle ici que de la droite « républicaine » et du « PS » sans évoquer Lepen, Mélenchon... qui sont d'ores et déjà candidats.

Le syndicalisme français est à l'image du politique et n'échappe pas aux différents travers que nous avons pu relever. On le voit, la campagne pour les élections professionnelles a commencé et on constate au quotidien démagogie, une certaine forme de populisme et nombre de contre-vérités. Je n'y reviens pas, nous avons déjà eu l'occasion de le dire... Pour autant, face au risque de l'extrême droite et de la droite, on remarque que les lignes bougent et que des contacts sont repris pour renouer le dialogue. Ainsi, les fédérations de fonctionnaires se sont réunis à l'exception de la CFDT qui toutefois ne ferme pas la porte pour des suites éventuelles pour discuter de la constitution d'un front visant à défendre et à promouvoir la Fonction Publique ; la ligue de l'enseignement a renoué contact avec la FSU, la FCPE tout en continuant à attaquer le SNEP sur la question du sport scolaire a rencontré la FSU pour tenter de renouer un dialogue... On est encore loin de l'unité syndicale mais certains dossiers semblent pouvoir être porteur de la constitution d'un front large. A suivre...

Comme lors des dernières échéances présidentielles et législatives, le SNEP aura à interpellé les différents candidats et notamment sur leur projet d'école, sur la place de l'EPS et du sport scolaire dans ce projet ainsi que sur les visées concernant la politique sportive en France. Le secteur sport du SNEP a travaillé et finalise un document pour aller à la rencontre de ces différents candidats sur la base

des dix propositions qui ont été retravaillées. Vous serez destinataires de ce document dès qu'il sera bouclé. Il nous reste à construire, dans un temps très court, un document de même nature pour l'école, l'EPS et le Sport scolaire.

Sans revenir sur les questions « générale » de l'école dont nous avons débattue en CDNE et en CDN et qui reste une question cruciale à porter dans le débat, il nous faut mesurer où nous en sommes de notre lutte spécifique sur la question des programmes et du DNB. Face à notre contestation qui commence à prendre de l'ampleur (17 000 signatures à l'heure de ces quelques lignes) mais aussi à nos argumentaires et contre-propositions, le ministère semble mal à l'aise et nous a proposé une première rencontre fin décembre. Le bilan de cette première rencontre n'est guère positif mais la volonté exprimée de la ministre (par la voix de son directeur de cabinet) de sortir par le haut de la situation nous ouvre quelques perspectives. Si nous avons pu exposer notre point de vue et les raisons qui nous poussent à proposer des alternatives, le ministère, dans un premier temps, a tenté de nous expliquer que nous n'aurions pas bien compris... Ne soyons pas dupes, il s'agissait probablement de sonder notre détermination et de voir si, à moindre coût politique pour eux, ils pouvaient s'en sortir... L'issue sur une proposition de travail lors d'un second rendez-vous mi-janvier montre que nous avons tout intérêt à appuyer fortement pour élargir cette brèche... L'heure n'est donc plus à la tergiversation mais bel et bien à l'engagement total de l'ensemble des militants pour amplifier fortement l'action et multiplier considérablement le nombre de signatures. Sans cette poussée du terrain, les choses sont éminemment plus compliquées et les chances de gagner moindre...

La force du SNEP, son taux de syndicalisation jusqu'à maintenant, ses résultats aux élections professionnelles peuvent, si on n'y prête pas garde, l'empêcher de se penser voire de se repenser pour évoluer. Ce que je pose ici n'est pas la transformation pour la transformation mais une réflexion pour mieux prendre en compte les évolutions de la société et de l'engagement de nos concitoyens, de nos collègues. Sa force peut être sa faiblesse et on l'a vu au cours de ce mandat présidentiel. Si je pense que nous ne sommes pas en décalage avec la profession dans nos analyses, dans nos propositions, on voit bien que dès lors qu'il s'agit d'entrer dans l'action nous sommes relativement peu suivis. Je sais exagérer quelque peu compte tenu du nombre de signatures de nos pétitions, de l'engouement pour nos stages, nos colloques, nos rencontres professionnelles mais les participations aux manifestations, mais les appels à la grève et aux manifestations... qui sont, qu'on le veuille ou non, des marqueurs forts de l'action syndicale sont toujours bien en deçà des enjeux. Si nos luttes pour l'EPS, sa place et son rôle dans le système éducatif et dans la formation des élèves marquent dans notre champ professionnel, que la bagarre d'opinion au sein de la profession est en grande partie gagnée, on voit bien que nous ne parvenons pas à essaimer en dehors de notre milieu. L'histoire et la lecture des bulletins en atteste fortement. Que disons-nous de neuf, de réellement différent depuis des décennies ? Je pense, mais c'est un avis personnel, qu'il va falloir élargir les champs de nos réflexions pour toucher un public plus large mais aussi travailler plus spécifiquement « les élites » françaises qui, je trouve, sont toujours enclin à adhérer à une forme de dualisme néo-cartésien, donnant une valeur plus grande, plus essentielle aux activités intellectuelles, qu'à la mise en jeu du corps. C'est la lecture qui peut malheureusement être faite par certains et si on n'y prend pas garde, des composantes du domaine 1 lorsqu'on scinde et qu'on met en exergue les langages du corps. Je livre à l'analyse cet extrait de lecture : « Paul Ricœur parle d'un dualisme sémantique qui prend sa source chez Spinoza : dans le discours nous sommes confrontés à deux types de langages apparemment très éloignés l'un de l'autre. « Il y a la vie vue par les biologistes, et il y a la vie comme étant [*c'est-à-dire, le vécu*] ». Autrement dit, il y a le langage du corps, et le langage de la pensée ».

Je pense que c'est un chantier qu'il nous faudra ouvrir lors de notre congrès pour essayer de penser notre action syndicale en dehors de nos milieux.

Enfin, je voudrais vous alerter sur la syndicalisation qui en période électorale peut parfois être plus délicate. Les chiffres d'AEA, sans en faire d'analyse me semble préoccupant et reprendre nos bâtons de pèlerin pour dynamiser l'adhésion reste un enjeu essentiel de notre syndicalisme. Pas une simple question de survie mais une nécessité dans la bataille des idées qu'il nous faut faire progresser encore.